Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20080 - 77EME ANNÉE

L'urgence d'aller vers l'autonomie énergétique pour ne plus être sous l'influence des crises à des milliers de kilomètres de La Réunion

« Nette hausse » des prix du gaz et des carburants : les Réunionnais paient la dépendance énergétique

La totalité de l'énergie nécessaire aux transports dans notre île est du carburant importé dont le prix découle de celui du cours du baril du pétrole. Lorsque les prix des carburants connaissent une hausse importante, elle ne peut pas être absorbée par les marges des intermédiaires. Le consommateur arrive en bout de chaîne, et il subit les répercussions de cette hausse. A La Réunion, cette perte de pouvoir d'achat a lieu dans un pays où plus de 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et où les salaires dans le privé sont inférieurs à leurs équivalents en France. Le chômage de masse permet d'imposer le SMIC comme salaire maximal pour de nombreux travailleurs, alors que le coût de la vie est plus cher qu'en France.

Les prix découlent de la spéculation et de l'opacité des profits des compagnies pétrolières

La spéculation sur la situation internationale est une explication, l'autre est liée à l'opacité sur les profits des compagnies pétrolières dans l'extraction, le raffinage et le transport jusqu'à La Réunion. Il en découle aujourd'hui une augmentation importante qualifiée de « nette hausse » par la Préfecture, responsable de la fixation du prix maximum du gaz et des carburants. L'annonce des tarifs applicables à compter du 1er mars intervient 5 jours après le début de l'invasion de l'Ukraine, et ne prend donc pas pleinement en compte la brutale augmentation du prix du baril constatée depuis le 24 février, à plus de 100 dollars.

La « nette hausse » selon la Préfecture se décline ainsi :

- 10 centimes de plus pour le litre de sans-plomb
- 8 centimes de plus pour le litre de gazole
- 68 centimes de plus pour la bonbonne de gaz

Énergies renouvelables abondantes à La Réunion

Si la guerre en Ukraine se prolonge, alors l'effet de la spéculation sera encore plus important dans les prix maximums qui seront fixés le 1er avril : aucune amélioration n'est à attendre, l'augmentation des prix est le scénario le plus probable.

L'économie de comptoir qui domine à La Réunion rend toute la population sous l'influence de la moindre crise internationale. L'exemple de la COVID-19 vient d'ailleurs de le rappeler.

Or, La Réunion dispose d'énergies renouvelables en abondance. Ceci doit être un atout pour sortir La Réunion de la dépendance énergétique : plus de 80 % de l'énergie consommée est importée. Tout doit donc être mis en œuvre pour assurer notre autonomie énergétique, y compris en matière de transports. C'est ce qu'avait commencé à mettre en œuvre la Région avec un plan pour atteindre l'autonomie énergétique en 2025. Tout a été remis en cause par 11 ans de présidence de Didier Robert au Conseil régional. Désormais, il n'y a plus de temps à perdre.

M.M.

Face à « une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète »

GIEC : « Changement climatique : une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète »

« Ce rapport est un terrible avertissement sur les conséquences de l'inaction », a déclaré Hoesung Lee, président du GIEC. « Cela montre que le changement climatique est une menace grave et croissante pour notre bien-être et une planète saine. Nos actions d'aujourd'hui façonneront la façon dont les gens s'adapteront et la nature réagira aux risques climatiques croissants ».

Le rapport publié hier est le résumé à l'intention des décideurs du rapport du groupe de travail II du GIEC, Changement climatique 2022 : Impacts, adaptation et vulnérabilités. Ce rapport a été approuvé le dimanche 27 février 2022 par 195 gouvernements membres du GIEC, lors d'une session d'approbation virtuelle qui s'est déroulée sur deux semaines à partir de le 14 février.

Il souligne que le monde sera confronté à de multiples aléas climatiques inévitables au cours des deux prochaines décennies avec un réchauffement climatique de 1,5 °C. Un dépassement même temporaire de ce niveau de réchauffement entraînera des impacts supplémentaires graves, dont certains seront irréversibles. Les risques pour la société augmenteront, y compris pour les infrastructures et les constructions sur le littoral et dans les zones de faible altitude.

Action urgente nécessaire face à des risques croissants

L'augmentation des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations dépasse déjà les seuils de tolérance des plantes et des animaux, entraînant des mortalités massives chez des espèces telles que les arbres et les coraux. Ces phénomènes météorologiques extrêmes se produisent simultanément, provoquant des impacts en cascade de plus en plus difficiles à gérer. Ils ont exposé des millions de personnes à une insécurité alimentaire et un manque d'eau aigus, en particulier en Afrique, en Asie, en Amérique centrale et du Sud, dans les petites îles et dans l'Arctique.

Pour éviter l'augmentation des pertes en vies humaines, en biodiversité et en infrastructures, une ac-

tion ambitieuse et accélérée est nécessaire pour s'adapter au changement climatique, tout en réduisant rapidement et profondément les émissions de gaz à effet de serre. Jusqu'à présent, les progrès en matière d'adaptation sont inégaux et il existe des écarts croissants entre les mesures prises et ce qui est nécessaire pour faire face aux risques croissants, selon le nouveau rapport. Ces écarts sont les plus importants parmi les populations à faible revenu.

« Ce rapport reconnaît l'interdépendance du climat, de la biodiversité et des personnes et intègre les sciences naturelles, sociales et économiques plus fortement que les évaluations précédentes du GIEC », a déclaré Hoesung Lee. « Il souligne l'urgence d'une action immédiate et plus ambitieuse pour faire face aux risques climatiques. Les demi-mesures ne sont plus une option ».

Les marges de manœuvre se réduisent

Le rapport indique clairement que le développement résilient au climat est déjà difficile aux niveaux de réchauffement actuels. Il deviendra plus limité si le réchauffement climatique dépasse 1,5 °C. Dans certaines régions, cela sera impossible si le réchauffement climatique dépasse 2 °C. Cette conclusion clé souligne l'urgence d'une action climatique, axée sur l'équité et la justice. Un financement adéquat, un transfert de technologie, un engagement politique et un partenariat conduisent à une adaptation plus efficace au changement climatique et à des réductions d'émissions.

« Les preuves scientifiques sont sans équivoque : le changement climatique est une menace pour le bien-être humain et la santé de la planète. Tout retard supplémentaire dans une action mondiale concertée manquera une fenêtre de tir courte et qui se referme rapidement pour assurer un avenir vivable », a déclaré Hans-Otto Pörtner, Coprésident du Groupe de travail II du GIEC.

Déclaration de l'Union Africaine sur les mauvais traitements infligés aux Africains qui tentent de quitter l'Ukraine

Les Présidents de l'UA et de la Commission de l'Union africaine exhortent tous les pays à respecter le droit international et à faire preuve de la même empathie et du même soutien envers toutes les personnes qui fuient la guerre, nonobstant leur identité.

« Le Président en exercice de l'Union Africaine et Président de la République du Sénégal, S.E. Macky Sall, et le Président de la Commission de l'Union Africaine, S.E. Moussa Faki Mahamat, suivent de près l'évolution de la situation en Ukraine et sont particulièrement préoccupés par les informations rapportées selon lesquelles les citoyens Africains, se trouvant du côté Ukrainien de la frontière, se verraient refuser le droit de traverser la frontière pour se mettre en sécurité.

Les deux Présidents rappellent que toute personne a le droit de franchir les frontières internationales pen-

dant un conflit et, à ce titre, devrait bénéficier des mêmes droits de traverser la frontière pour se mettre à l'abri du conflit en Ukraine, quelle que soit sa nationalité ou son identité raciale.

Les rapports selon lesquels les Africains sont l'objet d'un traitement différent inacceptable seraient choquants et racistes et violeraient le droit international. À cet égard, les Présidents exhortent tous les pays à respecter le droit international et à faire preuve de la même empathie et du même soutien envers toutes les personnes qui fuient la guerre, nonobstant leur identité raciale.

Les Présidents saluent l'extraordinaire mobilisation des États membres de l'UA et de leurs Ambassades dans les pays voisins pour accueillir et orienter les citoyens Africains et leurs familles qui tentent de traverser la frontière de l'Ukraine pour se mettre en sécurité. »

Ukraine : Madagascar courtisée par la Russie, l'Union européenne, la Corée du Sud, les États-Unis, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie

Madagascar n'a pas donné officiellement sa position au sujet de la guerre en Ukraine. Hier, des diplomates des deux camps impliqués ont décidé d'en savoir plus.

Le matin, le ministre des Affaires étrangères a tout d'abord reçu une délégation représentant l'Union européenne, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Allemagne, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni, et la Suisse. Un communiqué de la représentation de l'Union européenne à Madagascar indique que :

« Les représentants de l'Allemagne, de la République de la Corée, des États-Unis, de la France, du Japon, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suisse et de l'Union européenne à Madagascar se sont réunis ce jour pour présenter à Monsieur Patrick Rajoelina, le Ministre des Affaires Etrangères de Madagascar, une démarche conjointe face à l'agression de la Fédéra-

tion de la Russie contre l'Ukraine. La Turquie a soutenu également cette démarche, bien que son représentant n'ait pas pu être présent au Ministère ce matin ».

Quelques heures plus tard, l'ambassadeur de Russie à Madagascar était reçu par le ministre des Affaires étrangères de Madagascar. Il a précisé ceci :

« J'ai attiré l'attention sur l'inconsistance de la campagne anti-russe des pays occidentaux sur la situation en Ukraine. J'ai donné des explications détaillées sur les raisons pour lesquelles la Russie a mené une opération militaire spéciale pour protéger la République Populaire de Donbass (RPD) et la République Populaire de Lougansk (RPL) », fait part Andrey Andreev, selon un communiqué de l'Ambassade de Russie à Madagascar cité par notre confrère 2424.mg.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Déssantralizassion, sansa rossantralizassion ? Sorte par la porte pou rante par la fonète !

Zot i koné issi La Rényon, la lang demoune na pwin lo zo é téléphone i pass partou si tèlman ké si wi bate karé radyo an radyo, même dann télé, wi fini vite par konprande kossa kréol i vé. Antouléka sak l'aprè bate la lang pli souvan k'a son tour.

Sé konmsa ké mwin l'aprande in bonpé d'moune téi vé anpèsh bande tourist épi bande voyazèr rante La Rényon, l'èr issi l'avé pwin tro d'moune la gingn la kovide é laba l'avé in ta avèk in paké. Sé konmsa ké mwin la konprande bande plantèr lété la plipar d'tan favorab in linpo dsi linportassion sak zot i produi issi. Sé konmsa ké mwin la aprane in takon d'zafèr.

Possib, pa possib ?

Wala la késtyon é mwin téi antande galman lé zom politik i fé pa si, i fé pa la, i vé pa si, i vé pa la.

Késtyon : nou la déza rode si bande zom politik néna in pouvoir la dsi sansa si zot na pwin okin pouvoir. Si zot la pwin lo pouvoir, inital ni bate noute lang an tro. Si zot i pé, ala in n'ote afèr.

Figure azot mwin la parti rode dsi linternet kossa téi di dsi la loi déssantralizassion é mwin la vi lo pouvoir lo préfé téi pass rante lé min prézidan konsèye réjyonol ou sète prézidan konsèye départmantal – é lo kontrol par avanss lé ranplassé par nin kontrol apré.

Mé oila l'afèr : opliss i déssantralize, opliss lo préfé néna pouvoir é opliss bande zom politik na pwin pouvoir pou fé sossi é pou fé sola. L'èrla mi di amwin konmsa, si nou rényoné nou la bézwin noute zélu i pran tèl étèl déssizyon, é zot i pé pa, sa i vé dir la réjyonolizassion la pa parti dann sanss k'i fo. Donk lo sankilotism la sorte par la porte pou rante par la fénète

Alor pétète i fodré rogarde in pé bien sète afèr la, sansa mi panss pa nou va avanssé pliss ké sa.

Justin